



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société SMURFIT WESTROCK Sud-Est

26 Chemin du Petit St Jean – BP 521
26400 Crest

Référence : 20250430-RAP-DAEN0590
Code AIOT : 0010300045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK Sud-Est implanté 26 Chemin du Petit St Jean BP 521 26400 Crest. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT WESTROCK Sud-Est
- 26 Chemin du Petit St Jean BP 521 26400 Crest
- Code AIOT : 0010300045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMURFIT WESTROCK est spécialisée dans la fabrication de carton ondulé à partir de papier et de découpe/impression par flexographie/collage de ces cartons. Elle fait partie du groupe

WESTROCK depuis juin 2024.

130 personnes travaillent sur le site en 3 x 8 pour la partie transformation et en 2 x 8 pour la partie onduleuse.

Les bobines de papiers passent par une onduleuse, les plaques ondulées passent ensuite par la transformation (colle, impression) puis les cartons/emballages (80 % des clients sont l'agroalimentaire) sont expédiés (20 à 30 camions par jour avec 7 quais de chargement).

Le fort pic d'activité de l'établissement a lieu de mai à juillet pour la fabrication des plateaux pour les fruits et légumes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors du tour de site, il a été constaté qu'un dépoussiéreur était présent sur la machine offset or l'exploitant ne réalise aucune analyse.

Il a été constaté la même chose au niveau du cyclone.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Situation administrative de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2 - titre I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.3 - titre V	Demande d'action corrective	1 mois
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.6 - titre V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Traitement des eaux pluviales du quai Nord	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.5 - titre V	Demande d'action corrective	3 mois
8	Conformité installations électriques	AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1er	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Clôtures de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3.1 - titre II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Moyens mobiles et fixes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2.4 - titre III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Stockage des matières premières et des produits finis	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2.5 - titre III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Bruits et vibration	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 4 - titre V	Demande d'action corrective	3 mois
13	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3.3 - titre V	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.1 - titre V	Sans objet
4	Prétraitement	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.4 -titre V	Sans objet
6	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a eu une année assez compliquée avec du turn-over en 2024 au niveau de son personnel (environnement, maintenance).

Il souhaite repartir sur de bonnes bases même si de nombreuses non-conformités ont été détectées :

- un point régulier sur les rubriques ICPE et les fiches de données de sécurité n'est pas réalisé,
- le plan des réseaux n'est pas à jour,
- des non-conformités récurrentes sont relevées sur les paramètres DCO, Cu et DBO₅ dans le rejet des eaux industrielles et tous les paramètres ne sont pas analysés aux bonnes fréquences,
- les eaux pluviales ne sont pas analysées,
- quelques non-conformités résiduelles sont présentes au niveau des installations électriques,
- la clôture avec la zone « SNCF » n'a jamais été mise en œuvre,
- un RIA n'est pas accessible ni contrôlé,
- le système d'extinction automatique comporte de nombreuses non-conformités alors que le contrôle quinquennal n'a même pas été réalisé,
- les stockages de bois dans la zone SNCF ne respectent pas les zones prédéfinies qui n'ont jamais été matérialisées au sol,
- la mesure des niveaux sonores n'a pas été réalisée en fin d'année 2024,
- les déchets ne sont pas stockés conformément aux prescriptions de l'arrêté...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2 - titre I			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE			
Prescription contrôlée : Les activités autorisées sont référencées dans le tableau suivant :			
N° de la rubrique	Désignation	Quantité	Régime
2450.A.a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la	Quantité totale de produits consommée = 276 kg/j	A

	<p>fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j</p> <p>Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux</p>		
2445.1	<p>Transformation du papier, carton</p> <p>La capacité de production étant supérieure à 20 t/j</p>	<p>Capacité de production = 240 t/j</p>	E
1530.2	<p>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Volume susceptible d'être stocké =18 000 m³</p>	DC
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes - Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio-méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>1 chaudière à gaz de 5 MW</p>	DC
1532	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant</p>	<p>817 m³</p>	NC

	du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³ .		
--	--	--	--

Constats :

Les rubriques ICPE ont été mises à jour dans l'arrêté préfectoral du 05/02/2024 :

- 2450-A-a : 276 kg/j - A ==> pas de changement. Il est à noter qu'il convient de diviser par deux cette quantité, car les produits appliqués contiennent moins de 10 % de COV. L'exploitant pourra se positionner clairement sur ce point.

- 2445-1 : 240 t/j - E ==> pas de changement (environ 200 t/j le jour de l'inspection)

- 1530-2 : 18 000 m³ - DC ==> pas de changement mais selon l'exploitant, < 20 000 m³ le jour de l'inspection

- 2910-A-2 : 5 MW - DC ==> pas de changement

- 1532 : 817 m³ de bois - NC => attention l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 05/02/2024 autorise un volume de 4 360 m³ de stockage de bois qui n'est pas cohérent avec cette valeur de 817 m³. De plus, le jour de l'inspection, il y avait plus de 1 000 m³ de bois (voir constat 11 du présent rapport).

L'exploitant ne s'est jamais positionné sur la rubrique 1978 (1978-3-a si consommation de solvants supérieure à 15 t/an). Les impressions sont faites par flexographie. Cette donnée est à suivre, mais, selon les déclarations GERE, la consommation de solvants serait de 0,506 t en 2024 et de 0,658 t en 2023.

De plus, aucun recensement de tous les produits dangereux n'a été réalisé pour un potentiel classement dans les rubriques 4000 et suivantes.

Des fiches de données de sécurité ont été demandées par échantillonnage à l'exploitant :

- Produit BOSTIK SUBO DA26 - colle vinylique - fiche du 31/10/2017 : pas de mention de danger,

- Dégraissant - nettoyant INTERFLON Eco De Greaser - fiche du 04/06/2019 : non classé CLP, pas de mention de danger,

- Encre Flint Group - encre d'imprimerie : mention de danger H317,

- Produit pour fabrication colle amidonnée CARCOL 15 (Borax) - Innov'Chimie - fiche du 12/09/2022 - mention de danger H412 (stockage de 3 ibc de 1 000 kg)...

Environ 1500 litres de soude sont présentes sur le site.

2 chargeurs sont présents sur le site et l'exploitant ne connaissait pas leur puissance (rubrique 2925).

L'activité de fabrication de colle (mélange eau + amidon + soude) ne semble pas être soumise à une rubrique IED (3000 et suivantes) mais l'exploitant n'a jamais regardé ce point.

Il est à noter que l'annexe II du règlement REACH (2020/878) a été modifiée et que ce règlement est applicable depuis le 1^{er} janvier 2021. Les fiches de données de sécurité établies conformément au règlement 2015/830 pouvaient continuer d'être fournies seulement jusqu'au 31 décembre 2022.

Un rappel a été fait à l'exploitant lors de l'inspection : la rubrique 1510 a évolué suite aux textes dits « post-lubrizol » en introduisant la notion d'IPD (Installation Pourvue d'une Toiture et dédiée au stockage). Pour déterminer le périmètre pouvant conduire à un classement ICPE au titre de la rubrique 1510, il convient de recenser les IPD puis identifier les différents groupes d'IPD et exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510. Le périmètre final est à prendre en compte au niveau des tonnages et des volumes pour la rubrique 1510. De plus, les stockages liés aux rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 peuvent dorénavant être classés tous en 1510 selon la configuration du site.

L'exploitant n'a pas réalisé l'exercice de recensement.

Les matières combustibles à comptabiliser comprennent les rubriques 4XXX (double classement)

ainsi que les contenants et emballages, même vides.
L'exploitant a expliqué qu'un gros travail de remise à niveau était en cours sur tous ces points.
Non-conformité 1 : L'exploitant ne s'est pas positionné sur la rubrique 1510 suite aux évolutions réglementaires post-lubrizol, ainsi que sur toutes les rubriques 4000 et suivantes et sur les rubriques 1978 et 2925. Le seuil de déclaration de la rubrique 1532 semble également être dépassé. Certaines fiches de données de sécurité ne respectent pas les modifications récentes du règlement REACH.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 1 mois, son positionnement sur la rubrique 1510 et sur toutes les rubriques ICPE pouvant être concernées par son activité (1978, 4000 et suivantes, 2925, 1532...).
Il se positionnera aussi clairement sur la rubrique 2450 en analysant si les produits appliqués contiennent moins de 10 % de COV ou non.
L'exploitant doit s'assurer, sous 3 mois, qu'il possède toutes les fiches de données de sécurité récentes pour tous les produits présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 2 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.1 - titre V
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prélève directement au réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Crest. Les installations sont situées en zone de répartition des eaux. Ces zones sont en déficit quantitatif. . Le prélèvement maximal annuel autorisé d'eau non lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours est de 11 880 m ³ L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Dans un délai de 6 mois après la signature du présent arrêté, l'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il est mis à jour annuellement [...]
Constats : L'eau est utilisée sur le site pour la fabrication de la colle amidon (onduleuse) et pour l'impression par flexographie. Les consommations d'eau annuelles sont les suivantes : – 2024 : 6 252 m ³ , – 2023 : 6 643 m ³ , – 2022 : 6 498 m ³ ,

<p>– 2021 : 6 012 m³. L'exploitant respecte donc la consommation annuelle maximale de 11 880 m³.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan de sobriété hydrique (PSH) qui n'a pas été analysé au cours de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Collecte des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.3 - titre V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.</p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatique doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et secours.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.</p> <p>Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages.</p> <p>Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p>
<p>Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents a été difficile à trouver et date du 21/03/2018. Il semble avoir été modifié depuis 2018 mais la date n'est pas mise en jour. De plus, ce plan n'est pas à jour, car les obturateurs ne sont pas présents. Le séparateur hydrocarbures installé en fin d'année 2023 n'est pas non plus présent.</p> <p>Non-conformité 2 : Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatique est établi, mais il n'est pas régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer sous 1 mois d'un plan mis à jour et daté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 4 : Prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.4 -titre V
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les eaux encrées et les eaux amidonnées subissent un prétraitement spécifique avant leur rejet au réseau public. Les équipements de prétraitement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'exploitant de façon à respecter les valeurs de la convention de rejet. Ces installations devront permettre de faire face aux variations de débit et de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des ateliers de production. Les eaux industrielles transitent obligatoirement par ces équipements.
Constats : Les eaux encrées sont stockées dans une cuve 1 de 13 m ³ avant envoi vers une cuve 2, de 13 m ³ également, pour être traitées (coagulant et floculant) et brassées. Ensuite, ces eaux sont filtrées via le filtre-presse : les galettes sont traitées comme des déchets et l'eau « propre » rejoint la cuve R14. Les eaux amidonnées sont décantées et traitées par bactéricide avant de rejoindre également la cuve R14. Les eaux de la cuve R14 sont ensuite rejetées vers la STEP de Crest. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.6 - titre V
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VL de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2024
Prescription contrôlée : Sur chaque rejet, principalement industriel et de pluie, doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à

l'amont, qualité des parois, régime de l'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que les effluents soit suffisamment homogène.

La nature et la fréquence des contrôles des eaux industrielles sont indiquées dans le tableau suivant :

Paramètres	Valeurs – flux – fréquence de contrôle
pH	Entre 5,5 et 5,8
	journalier
Température	30 °C max
	journalier
Couleur	100 mg Pt/L
EH	+100 mv
Débit journalier	20 m³/j
MES	10 kg/j
	1 000 mg/L
	Trimestriel
DBO ₅	30 kg/j
	2 000 mg/L
	Mensuel
DCO	90 kg/j
	4 500 mg/L
	Mensuel
Rapport DCO/DBO	< 3
(2DBO+DCO)/3	50 kg/j
Azote global	8 kg/j
	400 mg/L
	Trimestriel
Phosphore	8 kg/j
	400 mg/L
	Annuel
Hydrocarbures	10 mg/L si le flux dépasse 100 g/j
	Annuel
Zinc et ses composés (en Zn)	2 mg/L si le flux dépasse 20 g/j
	Annuel
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,5 mg/L si le flux dépasse 5 g/j
	Annuel
Nickel et ses composés (en Ni)	0,5 mg/L si le flux dépasse 5 g/j

	Annuel
Chrome et ses composés (en Cr)	0,5 mg/L si le flux dépasse 5 g/j
	Annuel
Plomb et ses composés (en Pb)	0,5 mg/L si le flux dépasse 5 g/j
	Annuel
Cadmium et ses composés (en Cd)	0,2 mg/L si le flux dépasse 2 g/j
	Annuel
Mercure et ses composés (en Hg)	0,05 mg/L si le flux dépasse 0,5 g/j
	Annuel
Aluminium et fer et composés (Al et en Fe)	5 mg/L si le flux dépasse 20 g/j
Arsenic (AS)	0,05 mg/L si le flux dépasse 0,5 g/j
Cr ^{VI} et composés	0,1 mg/L si le flux dépasse 1 g/j
Etain et composés (en Sn)	2 mg/L si le flux dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F)	15 mg/L si le flux dépasse 150 g/j
Manganèse et composés (Mn)	1 mg/L si le flux dépasse 10 g/j
Cyanures	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Indice phénol	0,3 mg/L si le flux dépasse 3 g/j
	Annuel
AOX	1 mg/L si le flux dépasse 30 g/j
Nitrites (NO ²⁻)	1 mg/L
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	500 mg/L
Sulfites (SO ₃ ²⁻)	5 mg/L
Sulfures libres (S ²⁻)	0,5 mg/L
Chlorures totaux	500 mg/L
Huiles et graisses SEH	150 mg/L
SDE	Selon arrêté du 24/08/2017 (RSDE)

Les paramètres dont la fréquence n'est pas indiquée feront l'objet d'une surveillance en cas de pollution signalée ou sur demande de l'inspection des installations classées

Constats :

Les différents résultats rentrés sous GIDAF ont été analysés.

En parallèle, à compter du 1^{er} mai 2025, le cadre de déclaration GIDAF a été mis à jour pour prendre en compte l'arrêté préfectoral du 05/02/2024. Pour information, les métaux sont dorénavant à déclarer en mg/l et non plus en µg/.

Les paramètres MES et Ngl ne sont pas analysés trimestriellement et certains paramètres ne sont pas analysés annuellement. Les flux ne sont pas automatiquement calculés et les paramètres pH, température de l'eau et volume moyen journalier ne sont pas déclarés chaque jour. S'il n'y a pas de rejet, il ne faut pas rentrer de valeur (car le 0 signifie que la mesure était de 0) mais bien préciser dans le commentaire du jour : « pas de rejet ».

L'exploitant a expliqué que suite au départ de l'ancien responsable environnement, il y a eu des

<p>soucis pour la réalisation de l'autosurveillance.</p> <p>Des non-conformités sont également détectées malgré le passage de 1000 à 2000 pour la concentration maximale en DBO₅ et de 2500 à 4000 pour la concentration maximale en DCO.</p> <p>DCO (concentration maximale de 4 000 mg/l) :</p> <p>septembre 2024 : 4 759 mg/l</p> <p>octobre 2024 : 10 990 mg/l</p> <p>décembre 2024 : 12 442 mg/l...</p> <p>DBO₅ (concentration maximale de 2 000 mg/l) :</p> <p>octobre 2024 : 2 934 mg/l</p> <p>décembre 2024 : 2 380 mg/l...</p> <p>Le rapport DCO/DBO est donc souvent supérieur à 3.</p> <p>Un gros dépassement sur le paramètre cuivre a également été constaté le 20/09/2024 : 15,130 mg/l pour un seuil de 0,5 mg/l. L'exploitant pense que cela peut provenir des encres utilisées. Il explique également que le filtre-presse n'avait pas été nettoyé en décembre 2023 mais qu'il a bien été nettoyé en décembre 2024.</p> <p>Non-conformité 3 : L'exploitant ne respecte pas l'autosurveillance prescrite à l'article 1.6 du titre V de son arrêté préfectoral du 05/02/2024 et des non-conformités récurrentes sont constatées sur les paramètres DCO, Cuivre et DBO₅.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure d'ici la fin d'année 2025 que toutes les fréquences d'analyse de son arrêté sont respectées.</p> <p>Il réalise également pour 2025 une surveillance <u>renforcée trimestrielle</u> du paramètre cuivre (analysé seulement annuellement actuellement).</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre sous 1 mois un plan d'actions pour trouver des solutions suite aux non-conformités détectées sur les paramètres DCO, Cuivre et DBO₅.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 6 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise bien GIDAF pour déclarer son autosurveillance mais les fréquences ne sont pas respectées (cf. constat précédent).</p> <p>Il est à noter que, comme précisé ci-avant, le cadre de déclaration GIDAF a été mis à jour au 1^{er}</p>

mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des eaux pluviales du quai Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.5 - titre V
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2023
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des eaux rejetées (eaux pluviales) dans la rivière DROME : La concentration en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 10 mg/l, concentration à déterminer selon la norme NFT 90114.
Constats : L'exploitant a mis en place un séparateur d'hydrocarbures au niveau du quai nord à Noël 2023. En revanche, aucune analyse de la concentration en hydrocarbures n'a jamais été réalisée. Le séparateur n'a pas encore nettoyé mais une commande était en cours. Il est à noter qu'un second point de rejet des eaux pluviales existe aussi au niveau du quai sud (cour bobine). Les deux points de rejets des eaux pluviales ont été intégrés au cadre GIDAF avec une analyse annuelle du paramètre Hydrocarbures.
Non-conformité 4 : L'exploitant ne peut pas s'assurer que la concentration en hydrocarbures totaux ne dépasse pas 10 mg/l au niveau des deux points de rejet des eaux pluviales du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire analyser sous 3 mois les deux points de rejets des eaux pluviales de son site et il s'assure ensuite que cette analyse est réalisée tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Conformité installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : Article 3.6 - titre II - arrêté préfectoral du 05/02/2024 : L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation

électrique normale.

Le matériel électrique mis en œuvre dans les emplacements présentant des risques d'incendie ou d'explosion devra respecter les dispositions réglementaires en vigueur.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation.

Constats :

Constats précédents :

Les limites de vérification du rapport de vérification des installations électriques du 24/12/2020 indiquent que des vérifications de dimensionnement des protections n'ont pu être effectuées et que certains équipements sont vétustes.

L'exploitant doit transmettre un plan d'actions pour la levée des écarts déjà signalés et des limites de vérification avec un échéancier de réalisation.

Par courriel du 02/07/2021, l'exploitant a transmis un plan d'actions pour la levée des écarts sur les installations électriques. Les échéances fixées sont au maximum au 31/03/2024.

==> Arrêté de mise en demeure du 5 janvier 2022 : respecter d'ici le 31/12/2023 l'article 6.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 11/07/2000 en mettant en conformité ses installations électriques. Un délai a été accordé jusqu'à mi 2024.

L'exploitant déclare avoir mis en place un plan d'actions et levé certains écarts. Il indique qu'un investissement conséquent est nécessaire pour refaire la distribution électrique « Quai Sud » et « Quai Nord ». Une demande d'investissement sera faite pour 2023.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un devis signé d'ici le 31/03/2023 pour la réfection de la distribution électrique « Quai Sud » et « Quai Nord ».

Constats lors de la présente inspection :

Il est à noter que l'arrêté préfectoral du 11/07/2000 ayant été abrogé par l'arrêté préfectoral du 05/02/2024, la mise en demeure n'est plus applicable.

Tous les travaux ont été réalisés par la société SPIE. Toute la distribution électrique des deux quais a été refaite avec l'installation de 2 TGBT.

La vérification annuelle des installations électriques a été réalisée le 23/12/2024 par la société DEKRA. Tout a été contrôlé hormis le nouveau local compresseur, la banderoleuse et les nouveaux départs moteur DF (onduleuse) et l'exploitant ne savait pas pourquoi.

62 anomalies sont encore présentes mais seules 3 peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion :

- barettes ponts fusibles,
- circuit non protégé PC bureaux,
- protection différentielle - atelier maintenance (poste à soude) - en cours de maintenance lors du contrôle.

Des actions sont d'ores et déjà en cours sur le site.

Non-conformité 5 : Quelques non-conformités électriques résiduelles sont toujours constatées sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 1 mois :

- justifier pourquoi le contrôle DEKRA du 23/12/2024 n'a pas été réalisé sur toutes les installations,
- fournir les justificatifs des travaux pour les non-conformités électriques pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Il fournira ensuite, sous 3 mois maximum, un certificat Q18 sans aucune anomalie afin que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/01/2022 ne soit pas repris. Une amende administrative sera aussi proposé le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Clôtures de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3.1 - titre II
Thème(s) : Risques accidentels, Site clôturé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur sa périphérie. Par exception, une barrière amovible ou tout autre dispositif similaire interdisant l'accès à toute personne non autorisée sera mise en place entre l'usine et la zone de stockage (parcelle AE 394). Cette zone de stockage, louée à la SNCF qui dispose d'un droit de passage, sera uniquement accessible par le chemin derrière la voie ferrée et disposera d'un dispositif réglementant l'entrée.</p> <p>La clôture est facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité .</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est dorénavant clôturé sur sa périphérie hormis sur la partie louée à la SNCF. L'exploitant n'a pas réfléchi à des solutions alternatives comme des barrières infra-rouges. Un portail neuf a été mis en plus au niveau de la cour refaite (quai nord) mais ce portail est en permanence ouvert hormis quand l'usine est fermée.</p> <p>Non-conformité 6 : Une barrière amovible ou tout autre dispositif similaire interdisant l'accès à toute personne non autorisée n'est pas mise en place entre l'usine et la zone de stockage (parcelle AE 394). Cette zone de stockage, louée à la SNCF qui dispose d'un droit de passage, n'est donc pas uniquement accessible par le chemin derrière la voie ferrée et ne dispose pas d'un dispositif réglementant l'entrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit proposer sous 1 mois une solution pour la clôture de la zone louée à la SNCF. Cette solution sera mise en œuvre sous 6 mois maximum.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 10 : Moyens mobiles et fixes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2.4 - titre III
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.</p> <p>Les moyens mobiles sont composés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A (ou équivalents) à raison d'un appareil pour 250 m² pour les ateliers, magasins, entrepôts, etc. -d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55B près de l'installation de stockage et d'utilisation de liquides et de gaz inflammables ;

- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'un réseau RIA desservant les bâtiments.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

Les moyens fixes sont composés :

- de 2 bornes incendie normalisées dans un rayon de 200 mètres autour de l'établissement et une supplémentaire dans un rayon de 400 mètres ;
- d'une réserve d'eau incendie d'une capacité de 900 m³, équipée de piquages conformes aux normes en vigueur. L'emplacement, l'installation et l'accès de cette réserve ont été définis en concertation avec le SDIS de la Drôme ;
- d'un système d'extinction automatique (Sprinkler) dans tous les locaux présentant un risque d'incendie.

Constats :

Une réserve d'eau incendie de 919 m³ (pour 900 m³) est présente sur le site.

Les 127 extincteurs ont été contrôlés par la société Chubb le 18/02/2025 et sont en bon état.

Les RIA ont été contrôlés par la société Chubb le 18/02/2025 également. Le RIA n°9 avait une fuite. Il a été constaté sur site que ce RIA avait été remplacé par un nouvel RIA en parfait état.

La prise de pression du RIA n°10 a été impossible et il n'a pas été possible de le voir sur site lors de l'inspection (accès difficile).

Non-conformité 7 : Les RIA doivent être accessibles à tout instant et surtout contrôlés annuellement.

L'établissement est entièrement sprinklé.

Des essais trimestriels sont réalisés par la société AAI et le contrôle du 08/04/2025 était conforme.

Le contrôle annuel « diesel » a été réalisé le 15/10/2024 et tout est conforme depuis que les travaux sur le filtre à air ont été faits le 18/12/2024.

Le dernier rapport de contrôle semestriel de la société AAI date du 27 au 28 juin 2024. L'exploitant ne possédait pas le rapport de février 2025 même si le contrôle semblait avoir été fait. De nombreuses non-conformités sont présentes depuis 2014 et la vérification quinquennale a été faite en 2018 mais non réalisée depuis 2023.

L'exploitant a montré un devis de 20 000 € pour des travaux.

Non-conformité 8 : De nombreuses non-conformités récurrentes sont présentes sur le système d'extinction automatique et le contrôle quinquennal n'a pas été réalisé (plus de deux ans de retard).

L'exploitant peut utiliser plusieurs bornes incendie que le SDIS vient contrôler tous les trimestres :

- PEI 16 (102 m³/h),
- PEI 17 (82 m³/h),
- PEI 54 (63 m³/h),
- PEI 15 (165 m³/h)...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer sous 1 mois que tous ses RIA sont accessibles et il fait réaliser le contrôle du RIA n°10 dans les meilleurs délais.

Il doit également passer la commande du contrôle quinquennal du sprinklage sous 1 mois et fournir un plan d'actions pour lever toutes les non-conformités détectées. La remise en conformité du système n'excédera pas 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 11 : Stockage des matières premières et des produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2.5 - titre III
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux de stockage seront considérés comme des zones à risque d'incendie ; ils seront construits en matériaux incombustibles ; les parois extérieures seront soit coupe-feu 2 heures, soit distantes de plus de huit mètres des autres locaux appartenant à des tiers.</p> <p>Les stockages de matières premières dans le bâtiment onduleuse se feront à une distance minimale d'au moins 8 mètres de l'onduleuse, cet espace sera matérialisé au sol.</p> <p>Les stockages se feront de façon à ce que des allées de circulation suffisamment larges soient toujours disponibles.</p> <p>Le gerbage des bobines se feront dans des conditions et à une hauteur telles que la stabilité des stockages et la sécurité des personnes soient assurés.</p> <p>Dans la zone dite « SNCF », le stockage sera limité à du stockage de bois en 4 zones matérialisées par des repères visuels, pour un volume total de 4 360 m³ :</p> <p>Zone 1 (bordure Nord SNCF) : 28 m x 10 m x 4 m</p> <p>Zone 2(bordure Nord-Ouest) : 20 m x 12 m x 4 m</p> <p>Zone 3 (bâtiment Nord) : 13 m x 10 m x 4 m</p> <p>Zone 4 (bâtiment Nord-Est) 44 m x 10 m x 4 m</p> <p>Les zonages sont localisés en annexe 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral a été mis à jour date du 05/02/2024 et l'exploitant ne respecte pas du tout les conditions de stockage de bois définies à l'article 2.5 - titre III.</p> <p>Aucun repère visuel n'a été matérialisé pour limiter les zones.</p> <p>De nombreuses palettes sont stockées entre les zones 1 et 2.</p> <p>Le bâtiment nord de la zone 3 est totalement rempli de palettes ainsi que tout son appentis. De plus, les palettes semblent être stockées sur plus de 4 m de hauteur.</p> <p>La zone 4 de stockage n'est pas non plus respectée.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir le volume de bois stocké le jour de l'inspection.</p> <p>Le stockage ne respectant pas l'arrêté préfectoral, les flux thermiques, en cas d'incendie, peuvent avoir des impacts sur le site de l'exploitant ou sur le site de la société Drômoise de Céréales ou sur les voies SNCF.</p> <p>Non-conformité 9 : Dans la zone dite « SNCF », le stockage de bois ne respecte pas les 4 zones qui n'ont pas été matérialisées par des repères visuels.</p> <p>De plus, le volume stocké semble dépasser le seuil de 1 000 m³ (déclaration rubrique 1532). Le site est autorisé à stocker 817 m³ de bois or 4 360 m³ de bois sont cités dans le corps de l'arrêté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer sous 1 mois que son stockage de bois respecte les dispositions de son arrêté préfectoral. Il précisera également le volume maximum de bois pouvant être stocké sur le site.</p> <p>En cas de modification, une mise à jour de l'étude de dangers et des flux thermiques sera déposée</p>

par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 12 : Bruits et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 4 - titre V		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit		
Prescription contrôlée : [...] <p>Le tableau ci-après fixe :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée. – Les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. 		
Période	Niveau de référence	Émergences admissibles dans les zones réglementées
Sud	Est	Nord
Jour : 7 h à 22 h	63	54
Nuit : 22 h à 7 h Dimanches et jours fériés	52	50
[...] <p>L'exploitant doit faire réaliser périodiquement (et au moins une première fois à la fin 2024 et ensuite chaque fois qu'un problème se pose avec le voisinage), à ses frais, une mesure de niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements définis dans le tableau ci-dessus.</p>		
Constats : Non-conformité 10 : L'exploitant n'a pas fait réaliser une première fois à la fin 2024, à ses frais, une mesure de niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié. Ces mesures se font aux emplacements définis dans le tableau de l'arrêté.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser sous 3 mois une mesure des niveaux sonores de son établissement.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		

N° 13 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3.3 - titre V
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Toutes précautions seront prises pour que : <ul style="list-style-type: none">– les dépôts soient tenus en état constant de propreté,– les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),– les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés. Ces aires nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales seront récupérées et traitées,– les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. [...]
Constats : Au niveau du quai nord, de nombreux déchets sont stockés à gauche quand nous sommes face au quai. Ces aires ne sont pas nettement délimitées et elles ne sont pas conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales doivent être récupérées ou traitées. En cas de fuite, les eaux s'écoulent directement vers la Drôme en transitant par le séparateur d'hydrocarbures.
Non-conformité 11 : Les déchets présents au quai de nord ne respectent pas les conditions générales de stockage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit trouver une solution pérenne de stockage de ses déchets, sous 1 mois, au niveau du quai nord et la mise en conformité sera réalisée sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective